



MANIFESTE POUR LA DÉFENSE D'UN ACCOMPAGNEMENT POUR TOUS LES ENFANTS ET ADOLESCENT·E·S



RECONSTRUISONS UNE APPROCHE PLURIDISCIPLINAIRE POUR LE SECTEUR MEDICO-SOCIAL

Les institutions médico-sociales sont financées exclusivement par de l'argent public. En effet, c'est grâce à la Sécurité Sociale et donc aux cotisations sociales que les enfants et les adolescents bénéficient de soins pluridisciplinaires accessibles à tous et pris en charge à 100 %.

Depuis plusieurs années, le secteur médico-social, comme les secteurs social et hospitalier, est soumis aux politiques de réduction de moyens humains et financiers pour répondre aux besoins de la population. Cette pénurie, délibérément organisée, découle également d'une conception économique de mise en concurrence. Elle aboutit à ce que de très nombreux enfants et adolescent·e·s soient privé·e·s de soins pluridisciplinaires. Les établissements sous dotés financièrement pour répondre à la demande, voient leurs listes d'attente s'allonger sur des mois ou des années alors que les besoins sont non seulement urgents, mais en augmentation. Les conséquences en sont une perte de chance irréversible pour ces enfants, adolescent·e·s et jeunes adultes, plongeant des familles dans la plus grande détresse.

Les personnel·le·s, quant à eux, travaillent dans des conditions de plus en plus difficiles ; les salaires sont bloqués depuis 20 ans et certain·e·s sont touché·e·s par la pauvreté. Dans ce contexte, les licenciements pour inaptitude se multiplient et les recrutements mêmes deviennent problématiques.

Si le démantèlement du secteur médico-social a débuté depuis plusieurs années, il connaît aujourd'hui une accélération vertigineuse et s'opère avec une brutalité qui semble désormais sans limite.

Les institutions médico-sociales (CAMSP, CMPP, IME, SESSAD, ITEP...) sont profondément mises à mal par la :

- remise en cause de leurs pratiques basées sur le soin relationnel,
- modification de leur mode de financement aligné

sur le modèle de la tarification à l'acte à l'hôpital public, dont les dérives ont pourtant été maintes fois dénoncées,

- décision autoritaire de l'ARS Nouvelle-Aquitaine imposant un cahier des charges aux CMPP de sa région,
- généralisation de plateformes de coordination et d'orientation (PCO) sur le territoire national.

Or, ces PCO apparaissent comme un « *solutionnisme* » technologique pour modifier les pratiques de soin en France. Elles se calquent sur le modèle somatique et réduisent le diagnostic aux seuls troubles neuro-développementaux (TND) qui seraient censés représenter 60 % des cas, alors qu'ils ne concernent en réalité qu'une minorité de patient·e·s.

Par une addition de bilans spécifiques, et selon une conception de l'humain réduit à son être neuronal, on obtiendrait un diagnostic précoce auquel correspondrait un « *programme* » de soins.

Or, cette vision technocratique est un déni de la réalité qui s'avère bien plus complexe. Le diagnostic, fut-il précoce, ne peut exclure ni la dimension de la souffrance psychique de l'enfant et de son entourage, ni celle de sa subjectivité. En vérité, les PCO, en réservant l'accès aux soins aux seuls enfants diagnostiqués comme souffrant de TND, écartent tous ceux qui, ne rentrant pas dans cette catégorie, sont tout autant en difficulté.

Sur le plan de l'exercice professionnel, ces plateformes ont pour objectif, de remplacer le travail en équipe de personnels salariés par une addition de bilans débouchant en très grande majorité sur une orientation vers l'activité libérale. On encourage ainsi le modèle de professionnels auto-entrepreneurs, sans prise en charge de leur protection sociale (maladie, congés, retraite et perte d'emploi), qui sont mis en concurrence. Cette vision libérale d'une activité régulée par les seules lois du marché





conduit à détruire les bases de notre système de santé tel qu'il a été construit après 1945, à partir de la généralisation de la Sécurité Sociale.

Ces politiques de santé qui ne prennent pas en compte les avis des professionnel-le-s de terrain détruisent le sens même de leur travail.

L'accompagnement des enfants, adolescent-e-s et jeunes adultes doit demeurer global et non soumis à des hiérarchisations économico-administratives. Nous refusons le tri des enfants sous couvert de catégorisations diagnostiques !

Nous œuvrons pour l'arrêt de la destruction des institutions médico-sociales, remplacées par des plateformes et des équipes mobiles afin de reconstruire un modèle de santé et d'accompagnement pluridisciplinaire qui prennent appui sur l'expérience collective des professionnel-le-s et les réels besoins du public et de leur famille.

C'est pourquoi nous exigeons :

- Un financement permettant de répondre aux besoins de soins et d'accompagnement pluridisciplinaire des enfants et adolescent-e-s,
- Une refondation d'un fonctionnement institutionnel horizontal autour d'une dynamique de partage de valeurs collectives de travail, seule capable de prendre en charge les problématiques graves et complexes des enfants et adolescent-e-s,
- Une revalorisation des salaires des professionnel-le-s de toutes les catégories et une convention collective de haut niveau,
- L'embauche de personnels nécessaire à un accompagnement digne dans des conditions de travail décentes.

Un autre projet de société est possible pour mettre en œuvre des soins pluridisciplinaires humanistes et accessibles à tous !

Signatures de soutien

Nom	Prénom	Signature